

Bulletin d'histoire politique

Vincent Lemieux, Le Parti libéral du Québec. Alliances, rivalités et neutralités, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1993, 257 p.

Dominic Dumont

B
H
P

Volume 2, Number 1-2, Fall 1993

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1063375ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1063375ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Dumont, D. (1993). Review of [Vincent Lemieux, Le Parti libéral du Québec. Alliances, rivalités et neutralités, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1993, 257 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 2(1-2), 76–77.
<https://doi.org/10.7202/1063375ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1993

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

tion de ces deux énormes volumes serait fastidieuse.

Puisqu'il s'agit d'une recherche de pointe en histoire politique du Québec, il aurait été intéressant d'avoir les réflexions de historiens qui ont travaillé à ce projet, à propos des difficultés qu'ils ont rencontrées et des moyens qu'ils ont pris pour les contourner. Il faut retourner à l'introduction des volumes sur les années 1893-1897, publiés en 1980, pour trouver une introduction méthodologique complète, signée Richard Ouellet.

Comme il l'indiquait à l'époque, la méthodologie utilisée pour la reconstitution des débats n'est pas immuable, « nous comptons l'adapter au fur et à mesure que des problèmes nouveaux surgiront ». Ajoutons que les sources doivent également varier selon l'époque étudiée. Pour une certaine remise à jour méthodologique, il faut se référer à l'article de Jocelyn Saint-Pierre dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française* 44, 2 (hiver 1991) 407-415.

Le projet de reconstitution des débats de l'Assemblée nationale sort de l'oubli le travail des législateurs qui ont débattu des grandes questions préoccupant la société québécoise au début de ce siècle. Même si elles n'éclairent pas entièrement chaque sujet, ces discussions partisans sont une source de plus pour les historiens. Ces volumes seront une acquisition précieuse pour les chercheurs qui se concentrent sur une période donnée. Pour les autres, ils seront une référence obligatoire qu'ils consulteront avec profit. Quand elle sera complétée, la reconstitution de débats de l'Assemblée nationale pourra peut-être servir de trame à la rédaction d'une histoire politique du Québec, que plusieurs souhaitent ardemment.

Michel Sarra-Bournet
Étudiant au doctorat en histoire
Université d'Ottawa

Vincent Lemieux, *LE PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC. ALLIANCES, RIVALITÉS ET NEUTRALITÉS*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1993, 257 p.

Les enseignements de l'histoire facilitent souvent la compréhension des événements politiques contemporains. Mais il arrive aussi que la science politique permette de jeter un éclairage nouveau sur l'histoire, comme l'illustre fort bien cet ouvrage que consacre le politologue Vincent Lemieux à l'analyse de l'impact électoral des relations qu'a entretenues le Parti libéral du Québec avec les autres acteurs du paysage politique québécois tout au long de son histoire.

Il s'agit donc d'abord d'un traité de science politique — à l'intérêt historique par ailleurs évident — consacré à l'étude du Parti libéral du Québec. Le choix du PLQ s'explique par le fait qu'il est le seul parti d'importance à s'être maintenu tout au long du XX^e siècle.

Pour dominer dans le système partisan, les dirigeants politiques doivent maîtriser le « rituel » politique, lequel fait référence aux relations sociales qui accompagnent l'action politique des partis, tant dans l'espace partisan (le Québec) que dans l'espace extra-sociétal (le gouvernement central et les partis fédéraux) et dans l'espace intra-sociétal (les autres intervenants sociaux majeurs à l'intérieur de la société québécoise). L'auteur s'emploie à démontrer que la configuration des relations d'alliance, de rivalité et de neutralité établies par le Parti libéral, à une époque donnée, avec les autres sources dispensatrices de puissance dans chacun des trois espaces, permet d'expliquer ses succès et ses échecs électoraux.

La démonstration, convaincante, contredit le courant théorique aujourd'hui dominant en science politique, la théorie économique des choix collectifs, qui voudrait que l'électeur évalue les partis en fonction du seul calcul des coûts et avantages des moyens d'action qu'ils mettent à sa disposition. L'analyse, rigoureuse et raffinée, fait ressortir l'importance des relations sociales et démontre clairement que la logique de ces relations a un impact électoral au moins aussi considérable que les calculs plus proprement économiques. Au terme de sa démonstration, Vincent Lemieux propose d'ailleurs une théorie structurale de l'alliance qui

constitue certes une contribution majeure à l'étude des partis politiques.

L'intérêt de l'ouvrage tient également à l'éclairage nouveau qu'il pose tant sur des événements politiques de l'histoire du Québec que sur l'évolution du Parti libéral et des autres partis politiques du Québec. Il est notamment démontré que le Parti libéral du Québec a toujours été, des deux partis principaux, le plus ouvert à des alliances avec les partis fédéraux, mais en même temps le moins ouvert à des alliances avec les autres acteurs politiques et sociaux de l'intérieur du Québec.

La science politique demeurant une science humaine d'observation, la crédibilité du modèle repose bien sûr, à priori, sur la justesse de l'interprétation que l'on fait des événements politiques. Cela dit, il reste que cet ouvrage propose une approche analytique novatrice de l'évolution des systèmes partisains ainsi qu'une nouvelle façon de lire l'histoire politique du Québec.

Dominic Dumont
Agent de recherche
Service de recherche
Bibliothèque de l'Assemblée nationale

LES DOCUMENTS D'ORIENTATION DES PARTIS SOUVERAINISTES

Parti Québécois, *Le Québec dans un monde nouveau*, Montréal, vlb éditeur, 1993, 94 p.

Bloc Québécois, *Un nouveau parti pour l'étape décisive*, Montréal, Fidès, 1993, 124 p.

Il faut lire ces deux publications comme des documents d'orientation. Ces opuscules ne constituent pas les "plate-formes" ou les programmes électoraux de ces deux partis. En effet, le congrès d'orientation du P.Q., où on a débattu de la place des anglophones dans un Québec souverain, a eu lieu après la parution de *Québec dans un monde nouveau*. Par ailleurs, le Bloc a présenté ses "propositions" les plus concrètes au cours de la campagne électorale de cet automne, quatre mois après le dévoilement du *Nouveau parti pour l'étape décisive*.

Lors de la parution de ce dernier document, la presse s'est d'abord lancée sur les apparentes contradictions entre les projets d'association économique respectifs des deux partis souverainistes, faisant valoir que le Bloc était en faveur d'une "superstructure" politique. Cette question ne pourra pas être réglée par les Québécois: l'association économique sera le résultat d'une négociation avec Canada. Ces projets sont donc hypothétiques, et n'ont pas de valeur de prédiction. A ce compte, ils valent tous les deux. Il aurait mieux valu que les journalistes se penchent sur les arguments que le Bloc et le P.Q. ont avancé pour justifier leur élection, et sur le rôle qu'ils entendent jouer dans la stratégie souverainiste.

Outre le fait qu'il sont actifs à des niveaux politiques différents, la principale distinction entre les deux organisations est leur objectif électoral. Le Bloc, au contraire du Parti québécois, ne cherche pas à devenir un gouvernement, ni à former de coalition. Tout au plus appuiera-t-il, selon son chef Lucien Bouchard, les initiatives d'un gouvernement fédéral minoritaire, à condition qu'elles correspondent aux intérêts du Québec. Il ne saurait donc être question pour lui, de publier des engagements électoraux.

Dans son document d'orientation, le Bloc québécois dresse un bilan positif des initiatives des gouvernements du Québec depuis la Révolution tranquille. Puis, il brosse en deux points un tableau négatif de l'adhésion du Québec à la fédération canadienne: l'inefficacité du régime, et l'impossibilité de le réformer. A partir de ces prémisses, il explique que la souveraineté est nécessaire et faisable. Il s'agit d'une mise à jour des arguments du Parti québécois depuis 25 ans.

Ensuite, c'est le court chapitre sur l'association entre le Québec et le Canada. Enfin, la dernière partie décrit le rôle du Bloc québécois à Ottawa. Avant le référendum sur la souveraineté, il veut être le gardien des intérêts du Québec. C'est sur cet aspect que le Bloc a surtout insisté durant la campagne électorale de 1993. En plus, il entend "éduquer" le Canada anglais sur les autres étapes du cheminement du Québec.

Après un référendum qu'il prévoit favorable à la souveraineté, le rôle du Bloc est moins clair. Le document prévoit que le Canada voudra négocier. Mais il négociera avec le gouvernement du